

Drummondville, le 12 novembre 2018

Monsieur Jean-François Roberge
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
Édifce Marie-Guyart
1035, rue De La Chevrotière
16^e étage
Québec (Québec) G1R 5A5

LETTRE OUVERTE AU NOUVEAU MINISTRE DE L'ÉDUCATION

Monsieur le Ministre,

Je me nomme Jean-François Champagne-Bélanger, j'ai 42 ans et j'enseigne le français au secondaire depuis 18 ans. Je vous écris au nom de Victor, Antoine, Louis-Charles, Myriam, Eugénie, Louise, Éric, Annie, Marjolaine, Marc-Antoine, Julie, François, Pierre-Étienne, Gabrielle, Sophie, Carolyne, Maxime, Pascal, Marie-Pierre, Lucie, Marie-Claude, Céline, Jean-Michel, Mélanie, Alexe, Pablo, Amélie, Jean-Sébastien, Samuel, Nathalie et bien d'autres collègues de travail qui, avec des milliers d'autres enseignants au Québec chaque jour, essaient tant bien que mal d'exercer leur métier de la façon la plus professionnelle possible. Je vous écris parce qu'il est temps d'agir en éducation au Québec et parce qu'il faut bien commencer quelque part. Il n'est plus question d'attendre. Je souhaite que cette lettre se rende directement à vous, et

non seulement à votre responsable des communications, et qu'elle vous permette d'amorcer une réflexion profonde qui se traduira, il le faut, en actions concrètes. Notre métier se meurt. Vous l'avez exercé pendant 17 ans, votre récent livre *Et si on réinventait l'école? Chronique d'un prof idéaliste* témoigne de votre connaissance du réseau scolaire québécois, vous saurez donc de quoi je parle dans cette lettre. Gandhi a dit un jour qu'il fallait être le changement que nous souhaitons voir dans le monde. Je commence par ce texte. Vous avez le pouvoir d'agir à sa suite. Martin Luther King Jr. avait un rêve, j'en ai un aussi : que tous les enseignants du Québec puissent affirmer de nouveau que leur métier est vraiment un des plus beaux au monde.

La couverture médiatique autour de l'éducation au Québec est certes toujours risible, mais force est d'admettre qu'elle a occupé une plus grande place dans les médias traditionnels depuis trois ou quatre ans. Les dernières négociations entre le gouvernement de Philippe Couillard et les centrales syndicales ont dévoilé de nombreux problèmes sévissant dans les différents milieux scolaires, autant au primaire qu'au secondaire, et quelques journalistes, notamment Patrick Lagacé¹, se sont attardés aux causes du malaise généralisé qui sévit chez les professeurs et aux nombreux témoignages de détresse provenant d'un nombre de plus en plus inquiétant d'entre eux. Mais quel est donc le problème de l'éducation primaire et secondaire au Québec? Où se situe le malaise exactement? Monsieur le Ministre, il pourrait sembler impossible de répondre à ces deux questions au moyen de cette simple missive, mais j'estime au contraire qu'une fois les problématiques bien identifiées, il ne suffirait que de quelques actions concrètes pour redonner ses lettres de noblesse à notre système d'éducation primaire et secondaire.

¹ Journaliste à *La Presse*, il a écrit une série de 16 articles au sujet du système d'éducation du Québec ayant pour titre « Si l'école était importante ».

Il y a certes une panoplie de facteurs sociaux, culturels, générationnels, économiques et idéologiques qui influencent continuellement le métier d'enseignant, mais il y a deux raisons majeures qui expliquent qu'enseigner au Québec aujourd'hui est une loterie où les gagnants reçoivent des chèques de détresse psychologique, d'épuisement professionnel et de réorientation de carrière: l'intégration sauvage des élèves HDAA dans les classes normales pratiquée depuis 1999 et sa conséquence directe, soit la diminution des services offerts en adaptation scolaire. **LE NOEUD DU PROBLÈME** est là. C'est simple, c'est facile à régler et c'est ce que nous vivons dans nos classes chaque jour. Remarquez que le mot « sauvage » est important ici; l'intégration de certains élèves peut très bien fonctionner si elle est bien faite, c'est-à-dire lorsque les ressources sont réellement en place pour la permettre. Cependant, la plupart du temps, ce n'est pas ce qui se passe dans nos écoles. Au contraire, deux phénomènes aux conséquences désastreuses ont cours actuellement à partir de la troisième année du primaire jusqu'à la fin du secondaire: la diminution du nombre de classes spécialisées pour les élèves HDAA et la migration des meilleurs élèves vers les programmes particuliers ou les écoles privées subventionnées. Pour tous les autres élèves, la seule voie possible est la classe régulière. **ET ELLE N'A PLUS RIEN DE RÉGULIÈRE.** Dans les faits, les cas problématiques sont tellement nombreux dans ces classes que ce sont plutôt les élèves "réguliers" qui sont intégrés dans des classes d'« adaptation scolaire ». L'image est saisissante. À titre de comparaison, lors de mon passage au secondaire, entre 1988 et 1993, l'offre de services de ma commission scolaire ressemblait à celle-ci pour le secondaire: une école spécialisée en adaptation scolaire accueillait tous les groupes d'élèves **handicapés et ayant des difficultés d'apprentissage ou de comportement**, chaque école publique offrait le présecondaire pour les élèves ayant besoin d'une année de consolidation, et chaque niveau du secondaire se divisait en trois catégories: appoint (groupes à ratio plus petit), régulier et enrichi. Aujourd'hui, soit vingt-cinq ans plus tard, le

portrait a changé drastiquement: l'école spécialisée a fermé ses portes, comme bien d'autres au Québec d'ailleurs, le nombre de classes pour ces élèves a chuté drastiquement pour atteindre un seuil critique, les programmes particuliers drainent la meilleure clientèle et, au nom de l'INCLUSION, la nouvelle religion des grands penseurs du ministère de l'Éducation, **TOUS LES AUTRES ÉLÈVES SONT DANS LES CLASSES « NORMALES »**. Le commun des mortels, un parent soucieux de l'éducation de son enfant par exemple, pourrait se demander si dans un tel contexte les enseignants sont mieux formés pour répondre aux besoins des élèves. **Réponse : non.** Il pourrait se demander si ce sont des enseignants issus d'une formation en adaptation scolaire qui enseignent aux groupes réguliers. **Réponse : non.** Il pourrait se demander si les taux de réussite et les taux de diplomation sont en chute libre. **Réponse : non.** À cet égard, on peut faire dire ce que l'on veut à ces chiffres et grâce à des stratagèmes comptables, ces taux se portent relativement bien; il faut toutefois se demander quel sens a pris le mot « réussite » dans un système laxiste comme le nôtre et que vaut le diplôme d'études secondaires aujourd'hui... Pourquoi? Parce que la loi 88 (*Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions législatives*²), adoptée en 2008, oblige les écoles à privilégier une gestion axée sur les résultats, laquelle exerce sur les enseignants une pression parfois subtile, parfois directe pour faire en sorte que TOUS les élèves qui leur sont confiés réussissent et, consciemment ou non, ils se sont tranquillement éloignés de leur rôle premier, celui d'enseigner une matière dans ses diverses dimensions et de former des citoyens à part entière, pour adopter trop souvent celui de « montreurs d'examens, de questions et de réponses ». Ce processus est lent, insidieux,

² Cette nouvelle gouvernance a provoqué une forte résistance chez le personnel scolaire en raison de la volonté des directions d'établissement d'insérer dans les conventions de gestion des cibles chiffrées (vision comptable de l'éducation) et une obligation de résultats (par opposition à une obligation de moyens).

mais bien réel. Il façonne notre enseignement. Vous parliez du faible taux de littératie³ de nos élèves dans votre livre et une des causes du problème est précisément ce que je viens d'expliquer. Sincèrement, Monsieur le Ministre, je n'ai pas en très haute estime les recherches qui prouvent que l'intégration fonctionne (j'ai d'ailleurs lu en partie le mémoire⁴ publié l'an dernier par le Conseil supérieur de l'Éducation qui semblait annoncer la dernière phase de l'inclusion, soit l'inclusion totale, et j'aurais aimé inviter les auteurs dans une classe régulière du secondaire ou dans une classe difficile du primaire pour voir leur réaction...), les données probantes, les méta-analyses, la rhétorique entourant les sciences de l'Éducation qui n'a rien à voir avec la réalité mais qui permet à des chercheurs qui sont à des milles de ce qui se passe au quotidien dans les écoles de nous dire quoi faire. Je suis sur le terrain au quotidien, cinq jours par semaine, 200 jours par année, comme chacun des collègues que j'ai nommés plus haut, et nous sommes unanimes : il faut arrêter l'hémorragie. Il est urgent de le faire!

En tant que ministre de l'Éducation, vous devez annoncer dans les plus brefs délais un réinvestissement majeur en éducation qui servira principalement à rouvrir des classes spécialisées pour les élèves en difficultés d'apprentissage et de comportement autant au primaire qu'au secondaire, à valoriser le champ de l'adaptation scolaire pour les futurs enseignantes et enseignants et à réduire substantiellement le nombre d'élèves dans les classes de première et de deuxième année, là où l'apprentissage de la lecture et de l'écriture est si important. Certains enfants peuvent à peine apprendre à lire et à écrire parce que leur enseignante passe la plus grande partie de son temps à gérer des cas de discipline. C'est totalement inacceptable!

3 Ensemble des connaissances en lecture et en écriture permettant à une personne d'être fonctionnelle en société.

⁴ *Pour une école riche de tous ses élèves : S'adapter à la diversité des élèves, de la maternelle à la 5^e année du secondaire*, Octobre 2017. Les conclusions de ce mémoire suggéraient entre autres que c'était à l'école de s'adapter à chaque élève et non à l'élève de s'adapter à l'école.

Ces trois mesures sont réalisables à très court terme. Vous avez le pouvoir de le faire. Reste à savoir si vous aurez le courage de bouger. Le courage d'aller à l'encontre de l'idéologie néolibérale en considérant l'éducation comme un investissement et non une dépense, ce qui serait une première au Québec depuis 1980; le courage de clamer haut et fort que le gouvernement du Québec veut faire de l'éducation **SA** priorité parmi toutes les priorités; le courage d'annoncer un réinvestissement de quelques milliards de dollars en adoptant un ton assuré, en affirmant que le Québec a les moyens de (re)faire de son système d'éducation l'un des meilleurs au monde, en refusant de tomber dans la démagogie à peine subtile de l'équilibre budgétaire à atteindre à tout prix et de la dette du Québec supposément catastrophique pour les générations futures (L'OCDE⁵ publie annuellement des chiffres qui placent le Québec en milieu de peloton à ce niveau, quoiqu'en disent les soi-disant experts de L'IEDM⁶...); le courage de dire que ce qui est catastrophique pour le Québec, c'est d'avoir fait de nos écoles des usines à diplômés dont le produit fini se rapproche trop souvent de l'analphabétisme fonctionnel; le courage d'oublier pendant quelques instants la cote économique du Québec provenant des luxueux bureaux new-yorkais de la Standard and Poor's⁷ pour plutôt penser à l'avenir de la société québécoise et à celui des générations futures. Bref, reste à voir si votre idéalisme traversera les mailles de la « machine » du pouvoir, celle qui a fait de l'État providence québécois des Trente Glorieuses⁸ un État constitué essentiellement de valets au service de la grande finance.

5 Organisation de Coopération et de Développement économiques.

6 Institut économique de Montréal.

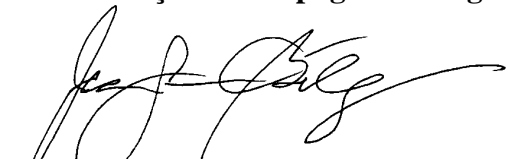
7 Agence de notation dont le siège social est situé à New York.

8 Période s'étalant de 1950 à 1980 au cours de laquelle les gouvernements des pays développés ont contribué à l'essor économique et social de leur nation. Elle se caractérise entre autres par un état interventionniste.

Monsieur le Ministre, vous avez le devoir d'intervenir en matière d'éducation et toute la population enseignante du Québec s'attend à ce que vous le fassiez. On dit que vous aimez les défis. Celui qui vous attend est de taille.

Veillez agréer, Monsieur, mes salutations distinguées,

Jean-François Champagne-Bélanger

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Jean-François Champagne-Bélanger', written in a cursive style.

Enseignant de français au secondaire

c.c. Monsieur André Lamontagne, Ministre responsable de la région Centre-du-Québec

Monsieur Lucien Maltais, directeur général de la Commission scolaire Des Chênes